

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/La-situation-des-travailleurs.html>

La situation des travailleurs grévistes de HEINEKEN

- Lutttes sociales en Algérie -

Publication date: lundi 2 avril 2012

Description:

Comment une agence publique peut-elle participer à la violation de la loi et des droits des travailleurs ?

C.P.

01.04.12

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Depuis qu'ils ont entamé leur grève les travailleurs de la brasserie HEINEKEN de Rouïba n'arrivent pas à trouver une issue à leur situation.

L'employeur qui a été invité, à plusieurs reprises par l'inspection du travail et même par un responsable du ministère du travail, à engager les négociations avec les représentants des travailleurs, affiche une opposition inflexible au mépris de la loi. Au contraire il a établi des décisions de licenciement pour trente-cinq travailleurs. Il a attaqué en justice le responsable de la section syndicale, le responsable de l'Union Locale de l'UGTA et puis cinquante-quatre travailleurs. Il a été à chaque fois débouté par la justice.

Pour casser la grève il a recruté quatre-vingt ouvriers auprès de l'ANEM de ROUIBA au mépris de la loi, sans qu'il soit interpellé par aucune instance chargée de suivre les conflits sociaux en entreprise. Comment une agence publique peut-elle participer à la violation de la loi et des droits des travailleurs ?

Même les dernières manifestations de solidarité des trois-cents responsables syndicaux de la zone industrielle de ROUIBA n'ont pas fait bouger l'inspection du travail pour exiger du patron de la brasserie le respect de la loi.

Maintenant les travailleurs attendent que le Directeur régional de l'Inspection du Travail se déplace, comme il leur a promis, pour faire son constat concernant les infractions et les dépassements signalés par les représentants des travailleurs. Il leur a promis de le faire une semaine après les avoir reçus. « Pourquoi attendre une semaine ? » se demandent les travailleurs.

Les travailleurs qui viennent chaque jour passer la journée devant leur usine dénoncent les lenteurs et le manque de décision de la part de l'UGTA et de l'inspection du travail.

Ces attitudes donnent l'impression que des instructions ont été données au plus haut niveau du pouvoir pour ne pas gêner le patronat lequel n'arrête pas d'exercer des pressions sur le gouvernement pour arracher plus de cadeaux sans rien offrir. Sinon, comment comprendre l'impunité dont bénéficient les patrons qui refusent la création de sections syndicales, qui licencient les travailleurs, ne déclarent pas leurs employés à la sécurité sociale, qui ne payent pas les impôts, etc. ... ?

Le gouvernement joue à l'impuissant, face au chantage du patronat et des autres couches de la bourgeoisie, juste pour cacher son parti pris.

C.P.